

Plaidoyer contre les mines

par Philip C. Winslow

Les mines antipersonnel sont un sujet très chargé d'émotion. Une campagne internationale est en cours pour obtenir leur interdiction, mais elle se heurte à de solides résistances.

C'est en 1988, lors d'un reportage en Iran, que mon chemin a pour la première fois croisé celui de victimes de mines antipersonnel. J'en ai rencontré à nouveau en 1993 en Croatie. A l'époque, je les considérais comme des victimes "ordinaires" de la guerre et, si j'évoquais leur sort, c'était toujours sous l'angle de l'analyse globale des conflits et des politiques régionales.

Puis, à la fin de 1993, j'ai commencé à les regarder d'un œil différent. Dans les villes et villages angolais, les rues et les tristes salles d'hôpital étaient alors pleines d'amputés, en majorité des femmes et des enfants. Presque toujours, leur histoire débutait ainsi: "J'allais aux champs pour récolter le manioc", "J'allais ramasser du bois", "Je me promenais avec ma mère"... Peu à peu, à l'écoute de leurs récits, ma vision des choses a changé: ces gens étaient les victimes d'une arme bien particulière qui frappe de manière aveugle et dont les effets persistent bien après la fin des hostilités.

Un mouvement mondial

Bien entendu, je n'étais pas le premier à prendre conscience de ce problème. Des organisations humanitaires, des agences d'aide aux réfugiés, des chirurgiens du CICR et des ONG avaient déjà sonné l'alarme et uni leurs forces afin de bannir ces engins qui faisaient des ravages depuis 130 ans déjà. En 1992, six grands groupes de pression s'étaient rassemblés dans le cadre de la Campagne internationale pour interdire les mines. Parallèlement, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge avait lancé sa propre campagne publique, s'appuyant sur son réseau de Sociétés nationales opérant dans le monde entier (voir article principal).

Rae McGrath, ex-soldat de l'armée britannique, découvrit avec épouvante les effets dévastateurs des mines antipersonnel lorsqu'il tenta, en 1987, de mettre sur pied des projets d'agriculture et de reconstruction en Afghanistan. "Dans les collines, raconte-t-il, nous trouvâmes le cadavre mutilé d'un enfant. Son pied avait été arraché alors qu'il faisait paître son troupeau. Dans l'incapacité de marcher, il s'était vidé de son sang sur place. Son agonie a dû être très longue.

"A l'évidence, poursuit McGrath, nous étions confrontés à un problème d'une nature particulière. Par millions, ces engins avaient été semés au hasard à travers d'immenses régions, où ils représentaient une menace permanente. Alors que la guerre était en principe terminée, elle se poursuivait par la présence des mines, qui empêchaient tout retour à une vie normale."

Hanté par ce problème, McGrath fonda le Mines Advisory Group, une organisation de déminage britannique, et s'engagea activement dans la coordination de la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel. Les promoteurs de la campagne étaient liés par un consensus sans équivalent dans ce genre de mouvement. "Il n'existait entre nous aucun désaccord quant au but à poursuivre", confirme McGrath.

Le contexte était tout à fait propice à cette mobilisation. La fin de la guerre froide avait levé le voile sur les souffrances particulièrement abjectes provoquées par les mines antipersonnel. Alors que s'éteignaient les conflits alimentés par les superpuissances en Asie, en Afrique et en Amérique centrale et que les civils retournaient progressivement dans leurs foyers, le nombre des victimes de ces engins se multipliait. D'Afghanistan, du Cambodge, de l'Angola et du Mozambique, les images d'innocents mutilés apparurent bientôt sur les écrans de télévision du monde entier.

“Les arguments étaient très clairs, souligne encore McGrath. Ils auraient tenu sur une feuille de papier. D'ailleurs, les images étaient suffisamment éloquente: d'une certaine manière, ces engins nous fournissaient eux-mêmes le matériel dont nous avons besoin pour justifier leur interdiction.”

De l'utilité des mines

Toutefois, en dépit d'un ferme soutien public dans de nombreux pays, le succès de la campagne se heurte encore à la réticence de certains gouvernements influencés par leurs militaires, qui perçoivent la suppression de quelque arme que ce soit comme un dangereux précédent. Certains tacticiens continuent de voir dans les mines antipersonnel d'utiles éléments de multiplication des forces et de protection des troupes amies. D'autres plaident en faveur des mines “intelligentes”, autrement dit, capables de se désamorcer spontanément ou de s'autodétruire.

Néanmoins, tous les experts ne sont pas d'accord sur ce point. Ainsi, de nombreux anciens combattants considèrent que les mines antipersonnel causent plus de problèmes qu'elles n'offrent d'avantages. En 1996, des experts militaires de 19 pays ont approuvé une étude indépendante commandée par le CICR, laquelle concluait que l'utilité militaire limitée de ces engins était sans commune mesure avec ses tragiques conséquences humanitaires.

Après cela, un groupe de 15 officiers supérieurs américains à la retraite a publiquement demandé au président Bill Clinton de soutenir l'interdiction totale des mines antipersonnel, estimant cette mesure justifiée aussi bien sur le plan humain que militaire. “Etant donné le large éventail d'armes dont disposent aujourd'hui les forces militaires, soulignaient ces officiers dans une déclaration publiée dans le New York Times, les mines antipersonnel ne sont pas indispensables.”

A l'époque de la guerre de sécession, déjà, les soldats étaient horrifiés par ces engins qui, une fois enfouis, pouvaient frapper n'importe qui, allié ou ennemi, combattant ou civil. Plus récemment, des soldats engagés dans la guerre de Corée ont évoqué les ravages causés parmi leurs troupes par leurs propres champs de mines. En 1993, un ancien marine américain, le général Alfred Gray Jr., résumait de façon saisissante le point de vue des opposants: “Avec nos mines, déclarait-il, nous tuons plus d'Américains que d'ennemis... A quoi bon larguer aveuglément des quantités de mines sur des terrains que nous risquons de traverser nous-mêmes une semaine ou un mois plus tard?... Que ce soit lors de la guerre de Corée ou durant mes cinq années de service en Asie du Sud-Est, à Panama ou lors des opérations Bouclier du Désert et Tempête du Désert, je ne connais pas d'exemple où l'utilisation des mines nous ait permis de canaliser les forces ennemies et de les placer dans une situation d'infériorité.”

Le débat se poursuit dans de nombreux pays et la bataille pour un traité sans ambiguïté et une application rigoureuse

de l'interdiction est loin d'être gagnée. Dans l'état actuel des choses, McGrath met en garde les partisans de l'interdiction contre toute autosatisfaction: "Comment pouvons-nous qualifier notre campagne de succès alors que, aujourd'hui encore, les mines font autant de victimes qu'il y a cinq ans?"



Philip C. Winslow

Journaliste et auteur du livre *Sowing the Dragon's Teeth: Land Mines and the Global Legacy of War* (à paraître).



[Haut de page](#) | [Nous contacter](#) | [Crédits](#) | [Edition antérieure](#) | [Webmaster](#)

